Diacronie

Studi di Storia Contemporanea

N° 18, 2 | 2014

Le esposizioni: propaganda e costruzione identitaria

Expositions provinciales et identités coloniales au XIX^e siècle

Christelle Lozère

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/diacronie/1207>

DOI : 10.4000/diacronie.1207

ISSN : 2038-0925

Éditeur

Association culturelle Diacronie

Référence électronique

Christelle Lozère, « Expositions provinciales et identités coloniales au XIX^e siècle », *Diacronie* [En ligne], N° 18, 2 | 2014, document 5, mis en ligne le 01 juin 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/diacronie/1207> ; DOI : 10.4000/diacronie.1207

Creative Commons License

5/

Expositions provinciales et identités coloniales au XIX^e siècle

Christelle LOZÈRE *

Peut-on construire une histoire des 'expositions coloniales' françaises sans parler de celles organisées au XIX^e siècle à Bordeaux, Nantes, Metz, Le Havre, Lyon, Rochefort, Cherbourg, Beauvais, Nice, Montauban, Rouen, Tours ? En étudiant la scénographie de ces expositions provinciales peu connues, cet article propose, d'une part, de comprendre les enjeux économiques, politiques et surtout symboliques pour ces villes (particulièrement les ports) autour de la construction de leurs identités coloniales et, d'autre part, de déterminer le rôle de l'État dans la diffusion et la vulgarisation progressive d'un discours national unifié.

Les travaux récents sur les expositions coloniales françaises ont révélé le dynamisme des villes de province qui, comme Bordeaux, Nantes, Le Havre, Lyon, Rochefort, Cherbourg, Beauvais, Nice, Montauban, Rouen, Tours ou encore Marseille, ont ouvert, à partir de 1850, leurs concours agricoles, industriels et artistiques aux colonies françaises¹. Alors que le

¹ LOZERE, Christelle, *Mise en scène de l'objet dans les "salons coloniaux" de province, vers des modèles d'expositions coloniales*, thèse de doctorat en histoire de l'art, Université Michel de Montaigne Bordeaux III, Bordeaux, 2009; BONIN, Hubert, HODEIR, Catherine, KLEIN, Jean-François, *L'esprit économique impérial, 1830-1970: groupes de pression & réseaux du patronat colonial en France & dans l'Empire*, Paris, Publications de la SFHOM, 2008. BLANCHARD, Pascal, BANCEL, Nicolas, DE ROO, Éric, *Frontière d'Empire, Du Nord à l'Est*, Paris, La Découverte, 2008; ABDELOUHAB, Farid, BLANCHARD, Pascal, *Grand-Ouest, mémoire des outre-mer*, Paris, PUR, 2008; MALON, Claude, *Le Havre colonial de 1880 à 1960*, Presses universitaires de Caen, 2007; LOZÈRE, Christelle, *Bordeaux colonial*, Bordeaux, Sud Ouest, 2007 (préface de Dominique Jarrassé). L'ensemble de ces publications a permis de concevoir une première idée du dynamisme des villes de province et a commencé à

XIX^e siècle voit naître le sentiment régional, l'organisation de ces manifestations populaires apparaît pour ces petites patries² comme un moyen d'afficher à grande échelle leurs particularités et leurs savoir-faire tout en revendiquant une appartenance nationale.

Enjeux politiques et enjeux symboliques s'entrecroisent pour créer une véritable concurrence identitaire, basée sur une guerre des images et des mots, particulièrement entre Bordeaux, Marseille et Lyon qui, sous la III^e République, revendiqueront tour à tour, par le spectaculaire de leurs expositions, leurs titres de villes coloniales de France. Si pour certaines villes de province, l'identité coloniale s'affiche en effet comme naturelle et héréditaire en lien avec une position géographique privilégiée ou une histoire ancienne avec les outremer, elle s'inscrit, pour d'autres, dans une simple volonté de s'intégrer dans un discours national impérialiste à l'heure où les colonies apparaissaient comme une source de richesse providentielle. Revendiquée avec plus ou moins de légitimité, l'identité coloniale apparaît toujours comme une construction fictionnelle dont les scénarios ont écrits par les élites locales ou nationales aux intérêts non dissimulés. Chaque ville utilise ses propres artifices afin de se construire une mémoire coloniale.

En étudiant ces expositions provinciales encore mal connues, il s'agira donc de comprendre, d'une part, les enjeux politiques, économiques et symboliques qui ont poussé ces villes à ouvrir les premiers espaces dédiés aux colonies. Il sera intéressant de voir comment progressivement celles-ci prennent conscience de la nécessité d'affirmer et de légitimer dans leurs discours et leurs scénographies leurs identités coloniales dans un contexte où la concurrence devient de plus en plus redoutable. D'autre part, il sera fondamental de réintégrer la ville de Paris dans ce discours et de déterminer le rôle de l'État français dans la diffusion et la vulgarisation d'un discours national unifié qui trouvera son application en province, à partir de 1885, dans l'imposition de modèles scénographiques populaires, plus pédagogiques et mieux structurés.

«mettre en lumière les apports du régionalisme dans la construction d'un vaste système impérial».

² Journées d'études «Petites patries», «Plus grande France», «Nation», une construction dialectique de l'État impérial? (France XIX^e-XX^e siècles) organisées par le laboratoire Framespa-Diasporas (Toulouse II) et le centre Roland Mousnier (Paris), 20-21 mai 2008.

1. Faire comme la Capitale

Déjà dans un esprit de progrès, les expositions régionales se répandent en France dès la première moitié du XIX^e siècle. Caen et Rouen montrent l'exemple sous le Consulat, dès 1803; Nantes, sous la Restauration en 1825 et en 1827; Bordeaux, dès 1827; Lille et Amiens, sous la Monarchie de Juillet en 1835, ainsi que Valenciennes et Toulouse; Dijon, en 1837; Besançon, Metz et Le Mans, en 1842; etc. Liées à une période d'effervescence qui voit le développement des voies de communication, l'entrée dans l'ère industrielle, le triomphe du scientisme et du positivisme, ces manifestations répondent aux attentes d'une population qui a foi dans l'avenir et dans les progrès techniques.

Dès la fin de la II^e République, Bordeaux ouvre en 1850 les portes de son exposition agricole, industrielle et artistique aux colonies antillaises, à l'Algérie et aux produits étrangers³. Malgré une faible participation, cette présence outre-mer dans une exposition provinciale est importante à souligner, car, semble-t-il, encore inédite en France⁴. Mais sans sous-estimer l'importance de cette première démarche bordelaise en 1850, l'idée en province d'une rencontre pacifique qui rassemblerait les produits et les objets du commerce, de l'industrie et des arts du monde entier s'est véritablement concrétisée après l'exposition universelle de Londres de 1851 et celle de Paris de 1855⁵. La vocation universelle de ces deux expositions-références crée dans l'esprit des élites coloniales de nouvelles perspectives et de nouveaux rêves d'ouverture à la mondialisation. En province, les expositions universelles apparaissent comme les premiers moteurs qui ouvrirent «la voie aux triomphes à venir»⁶. Elles sont décrites comme des modèles à suivre, et la filiation est proclamée dans les catalogues des expositions provinciales dès le second Empire. Bordeaux, en 1854, considère son exposition comme le «champ d'essai»⁷ de l'exposition universelle à venir, et celle-ci fut estimée a posteriori comme «une des plus remarquables après celle de la capitale»⁸.

³ LOZERE, Christelle, *Bordeaux colonial*, cit., pp. 17-25.

⁴ LOZERE, Christelle, «La filiation avec les expositions universelles », in *Mise en scène de l'objet dans les "salons coloniaux" de province, vers des modèles d'expositions coloniales*, cit., pp. 36-41.

⁵ LAVOLLEE, Charles, «Des expositions universelles», in *Revue des deux mondes*, 54, 1864.

⁶ COURMACEUL, Victor (de), *Exposition nationale de Nantes*, Nantes, Imprimerie Courmaceul, 1861, pp. I-II.

⁷ SOCIÉTÉ PHILOMATHIQUE, *Avis sur la neuvième exposition de la Société Philomathique*, Bordeaux, Gounouilhou, 1854.

⁸ *Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la ville de Bordeaux*, séance du 13 mai 1859.

Nantes, en 1861, évoque à plusieurs reprises l'impact sur les régions des expositions de Londres et de Paris. Chaumont considère les expositions provinciales comme des «corollaires indispensables»⁹ qui permettent à ceux qui n'ont pu se rendre aux expositions universelles de Londres ou de Paris de bénéficier de «précieuses études»¹⁰. De même la ville du Havre, en 1868, déclare vouloir organiser «un brillant corollaire»¹¹ de l'exposition universelle de 1867 à Paris; et en 1887, la ville affirme être «le prologue»¹², la répétition générale de l'exposition de 1889¹³.

Les premières expositions provinciales sont donc perçues non pas comme des concurrentes à la Capitale, mais comme de grandes manifestations de la vie active de la province et d'heureuses tentatives de décentralisation. Elles symbolisent le mouvement, la prospérité et le dynamisme des villes organisatrices. Elles s'inscrivent généralement dans une tradition locale – un projet souvent porté par une société savante – qui a pour but de stimuler en priorité le commerce régional, et témoigne également d'un désir de reconnaissance nationale. Bordeaux, par exemple, organise ses expositions par le biais de sa Société Philomathique, laquelle a une double fonction: la mise en place de cours professionnels et l'organisation d'expositions périodiques¹⁴. L'exposition de Cherbourg de 1879 est née grâce à sa Société artistique et industrielle, créée en 1871, qui a pour finalité de s'occuper de tout ce qui concerne l'industrie, les arts et l'instruction publique, dans le département de la Manche¹⁵. De même, depuis 1858, la ville de Chaumont, par le biais de la Société industrielle, agricole et horticole de la Haute-Marne, met en place dans la ville des expositions industrielles, commerciales et horticoles. Pour ces sociétés savantes locales, l'introduction des produits coloniaux dans leurs expositions régionales est un moyen non seulement de participer à la dynamique nationale, mais aussi d'internationaliser leurs manifestations.

⁹ HAAS, Claude-Pierre-Marie, *Société industrielle, agricole et horticole de la Haute-Marne, 1865, Exposition de Chaumont, Catalogue*, Chaumont, Cavaniol imprimeur, 1865, p. 8.

¹⁰ *Ibidem*.

¹¹ JOURNAL HAVRE-EXPOSITION, *Revue hebdomadaire illustrée*, 7, 14 mai 1887.

¹² *Ibidem*.

¹³ BOULANGER, Sylvie, *Les Expositions régionales, nationales et internationales en Seine-Inférieure, dans la seconde moitié du XIX^e siècle*, Mémoire de maîtrise en histoire, Université de Rouen, Institut d'histoire, 1991.

¹⁴ SOCIÉTÉ PHILOMATHIQUE, *Guide officiel, treizième exposition, 1895*, Bordeaux, Gounouilhou, 1895.

¹⁵ Société artistique et industrielle de Cherbourg, *Statuts et règlement d'administration intérieure, «Statuts»*, Cherbourg, Imprimerie Émile Le Maout, 1906, p.1. Archives municipales de Cherbourg 2W27 1905.

2. Enjeux terminologiques et luttes identitaires

L'émulation entre les villes entraîne une évolution terminologique des expositions en province, qui deviendront 'régionales', 'nationales' puis 'internationales', 'coloniales', 'universelles', du XIX^e au XX^e siècle, motivée par des rivalités de prestige entre les villes. Les jeux sémantiques concernant les appellations des expositions participent à cette lutte et révèlent toutes les subtilités linguistiques utilisées par les villes pour se mettre en valeur, se démarquer et afficher leurs particularités¹⁶. Avec l'appellation 'internationale', utilisée pour la première fois en province par le Havre en 1868, la ville souhaite afficher son identité maritime en conviant tous les pays du monde à participer à sa manifestation maritime à titre d'invités¹⁷. Il s'agit le plus souvent d'un jeu habile de mots, vu que parfois les expositions connaissent la participation internationale, presque exclusivement, des colonies françaises (Le Havre, par exemple). Le qualificatif d'universelle semble avoir le même cadre géographique que les expositions internationales, mais entraîne une ouverture à l'ensemble des activités du travail humain (industrie, agriculture, art, etc.). Besançon¹⁸ et Metz¹⁹ ouvrent ainsi dès 1861 leurs «expositions universelles». Ce choix sémantique peut sembler stratégique, car, comme l'exemple précédent, en dehors de l'Algérie, les colonies françaises ne sont même pas représentées. En 1869, Lyon projette également d'ouvrir deux ans plus tard son exposition universelle²⁰. La chute de l'Empire repousse l'ouverture de la manifestation qui a finalement lieu en 1872, et porte le titre d'«Exposition universelle

¹⁶ LOZERE, Christelle, «Une démarche progressiste et concurrentielle», in *Mise en scène de l'objet dans les "salons coloniaux" de province, vers des modèles d'expositions coloniales*, cit., pp. 41-44.

¹⁷ JORET DES CLOSIÈRES, Louis-Aymar, *Discours prononcé par M. Joret des Closières, sous-préfet, président du Comité d'organisation de l'exposition Internationale Maritime du Havre à la cérémonie d'inauguration de l'exposition, le 1^{er} juin 1868*, Le Havre, Imprimerie Carpentier et Compagnie, 1868, pp. 5-6. Archives Municipales du Havre, fonds moderne, série F2, carton 12.

¹⁸ L'exposition universelle de Besançon est organisée de juin à septembre 1860. Elle est organisée par la Société d'Émulation du Doubs. Elle eut une faible participation étrangère: quelques suisses, anglaises, mexicaines et «africaines». Une section spéciale est consacrée à l'empire ottoman. Cfr. Archives Nationales de France, Exposition universelle de Besançon, inventaire V4 2667.

¹⁹ L'exposition universelle de Metz de 1861 est ouverte de juin à août sous le patronage de l'Impératrice. Elle convie tous les départements de la France, ses colonies et les nations étrangères. Seule l'Algérie participera à la manifestation. Cfr. VILLE DE METZ, *Exposition universelle de 1861, Catalogue générale*, Metz, Imprimerie F. Blanc, 1861.

²⁰ SOCIÉTÉ DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE, dossier 781 WP 8, Archives Municipales de Lyon.

internationale»²¹.

Toujours dans une dynamique concurrentielle, les villes n'hésitent pas à jouer sur la sémantique pour proclamer sur leurs affiches, sur leurs catalogues d'exposition, ou sur leurs cartons d'invitation, les prestigieuses appellations, lesquelles garantissent par conséquent un afflux de visiteurs et une renommée post-exposition considérables (par le biais par exemple de la remise des médailles ou des diplômes d'honneur qui perpétuent le souvenir de celles-ci). La Société Philomathique de Bordeaux choisit ainsi volontairement un titre à extension qualifiant son exposition de 1882 d'«universelle pour les vins» et «internationale pour l'agriculture, l'industrie et les beaux-arts»²².

Certaines villes tentent de se démarquer: le Havre affirme son identité, en 1868 et en 1887, en choisissant le qualificatif plus spécialisé d'«exposition maritime», repris par Bordeaux en 1907. Lyon ouvre en 1894 la première 'exposition coloniale' française. Ainsi, le nom de la cité est-il officiellement associé, sur un plan international, à l'adjectif 'colonial': une affiliation de mot stratégique, très favorable aux affaires, surtout pour une ville qui ne possède pas d'ouverture maritime. Parce qu'elles sont parfaitement conscientes des enjeux économiques et symboliques, il n'est pas étonnant que les expositions de Bordeaux et Rouen affirment, en 1895 et en 1896, sur les affiches leurs spécificités coloniales, tout comme Marseille en 1906 et en 1922. Tous les prétextes et les fantaisies semblent donc être permis pour se différencier de la concurrence: Nice, par exemple, en 1883-1884, prétend échapper «au côté vulgaire et banal de la plupart des autres Expositions»²³, et apporter «un cachet de distinction et d'originalité»²⁴ en ouvrant son exposition l'hiver, au mois de janvier, lorsque «les roses et les violettes fleurissent»²⁵.

3. Une identité coloniale peu affirmée avant 1885

L'introduction du produit colonial et étranger dans les expositions de province est perçue comme une manifestation de progrès dans l'air du temps et comme une ouverture à la concurrence universelle. Le produit colonial est un symbole de l'esprit de modernité qui gouverne ce XIX^e siècle. Toutefois, il serait trop réducteur de justifier cette présence coloniale par une simple volonté provinciale d'ouverture à la

²¹ *Lettre d'A. Tharel, directeur de l'exposition au maire de Lyon* in Société de l'exposition universelle, dossier 781 WP 8, Archives Municipales de Lyon.

²² LOZERE, Christelle, *Bordeaux colonial*, cit., pp. 61-65.

²³ BLANC, Irénée, *La France à l'Exposition Internationale de Nice*, Paris, Grande Imprimerie, 1884.

²⁴ *Ibidem*.

²⁵ *Ibidem*.

mondialisation, de décentralisation ou de stratégie concurrentielle, tout comme de l'associer à un phénomène de mode. En effet, cela reviendrait à ignorer que les premières espaces dédiés aux colonies dans les expositions ont été ouvertes de 1850 à 1884, en particulier dans les villes portuaires: Bordeaux, Nantes, Le Havre, Cherbourg, Rochefort et Rouen. Il semble donc que la présence des produits coloniaux témoigne en premier lieu des activités maritimes et portuaires des villes ouvertes sur l'Océan, tandis que la présence des objets d'art et d'ethnographie renvoie aux nouvelles sciences (ethnologie, anthropologie, archéologie, etc.), au goût pour l'histoire naturelle et pour l'exotisme qui se développe dans les milieux scientifiques, maritimes et marchands.

Mais paradoxalement, les justifications de l'existence de ces premiers espaces coloniaux ne sont pas réellement données avant 1885 (les sections coloniales recouvreront ensuite un grand prestige, et leurs succès témoigneront de la qualité et de la réussite des expositions). L'objet issu des colonies est présent dans les expositions, mais ne possède ni une classification particulière ni une place facilement identifiable; en outre, aucune terminologie ne le qualifie véritablement. Sa place au sein de l'exposition reste encore hésitante. Le rapporteur du catalogue de l'exposition de Nantes, en 1861, parle discrètement d'une «partie coloniale et algérienne». Tout comme celui de Rochefort parle en 1883 d'« une exposition de collections particulières, objets des colonies, etc. »²⁶, où le salon colonial est incorporé à une exposition annexe rétrospective : une scénographie proche du salon des arts anciens de Bordeaux de 1865 et 1882²⁷.

Avant 1885, outre la liste des exposants, seules quelques lignes dans les catalogues évoquent la présence des produits et objets d'outre-mer dans les expositions. Partant de ce fait, comment comprendre cette grande discrétion autour de la présence des produits et des objets coloniaux? Deux hypothèses peuvent expliquer cette absence de mise en valeur dans les catalogues. D'une part, les organisateurs n'auraient pas ressenti la nécessité de justifier la présence des colonies, parce qu'ils considéraient celles-ci comme faisant naturellement partie de la vie économique et culturelle de leurs cités portuaires. L'affiliation des villes portuaires avec l'outre-mer serait donc une évidence, une propension naturelle : les colonies feraient ainsi partie intégrante de l'identité locale, et cela depuis le XVII^e et XVIII^e siècle. Elle serait donc légitime et innée.

D'autre part, la seconde explication pourrait être donnée par la ville de Rochefort en 1883. Tout comme à Bordeaux, vingt-huit ans plus tôt, l'idée de dédier une salle aux

²⁶ Archives Municipales de Rochefort, série 2 F5. Ville de Rochefort, *Catalogue de l'exposition Annexe, arts rétrospectifs, colonies, Extrême-Orient*, Rochefort, Société Anonyme de l'Imprimerie de Thèze, 1883.

²⁷ *Ibidem*.

colonies et de prouver son ouverture au monde provoque encore des « hésitations » et des craintes, si bien que les organisateurs font appel au « patriotisme » de quelques Rochefortais pour que le salon voie le jour²⁸. La présence d'un salon colonial demeurerait alors volontairement discrète. Raoul Girardet évoque en effet cette méfiance envers les colonies dans la seconde moitié du XIX^e siècle²⁹.

En dépit de l'absence de discours, cette présence coloniale semble être pour les villes portuaires une nécessité. Bordeaux, en 1850, constate le souci des professionnels à identifier, connaître et faire découvrir aux consommateurs l'ensemble des produits commerciaux venus d'ailleurs et notamment des colonies françaises. Ces productions sont, certes, considérées comme un vivier potentiellement extraordinaire, mais leur méconnaissance reste un frein au commerce et à l'industrie. Par conséquent, il n'est pas étonnant de constater que les premiers organisateurs des 'salons coloniaux' appartiennent au milieu du négoce, et sont donc particulièrement concernés par ce genre de difficultés. Raoul Girardet, dans son ouvrage pionnier sur *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*³⁰, met en effet en évidence l'indifférence et l'ilotisme des Français à la fin du second Empire sur les «choses coloniales». De même, Émile Dupont, rapporteur de l'exposition de Beauvais de 1885, remarque cette «profonde ignorance» des Français et souligne la nécessité de faire découvrir, à travers les expositions commerciales, les «produits si variés de nos colonies». La peur de la concurrence étrangère et l'idée que les autres pays pourraient être en avance dans la connaissance des produits coloniaux de leurs empires sont aussi les premiers arguments qui conduisent madame le ministre Anne-Charles Hérisson à encourager, en 1883, la création des musées commerciaux et coloniaux en province. Cette angoisse nationale est aussi une des raisons qui va pousser l'État à prendre progressivement le contrôle des expositions provinciales à partir de 1885, afin de se servir d'elles comme supports de communication à grande échelle de l'idée coloniale française.

Mais comment expliquer la présence de 'salons coloniaux' dans les villes qui n'ont pas d'ouvertures maritimes ou au premier abord de liens évidents avec l'outre-mer? Les expositions de Metz 1861, Chaumont 1865 ou Beauvais 1885, ont ouvert leurs portes aux colonies alors que ces villes ne sont pas des ports. Les intérêts et les besoins, sont-ils les mêmes? Il semble que les enjeux économiques avec l'outre-mer ne sont certes pas comparables aux villes maritimes, mais que, dans les discours en revanche, il existe une même volonté de s'ouvrir progressivement à la mondialisation, un même

²⁸ *Ibidem*.

²⁹ GIRARDET, Raoul, *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*, Paris, La Table Ronde, 2005.

³⁰ *Ibidem*.

engouement pour les expositions universelles et un même patriotisme français qui poussent les organisateurs à recevoir du ministère de la Marine et des Colonies, dans leurs pavillons d'expositions, les produits de l'Empire, et cela dans le principal but d'encourager le projet colonial national. Il est à noter également la proximité géographique de certaines villes avec la Capitale qui voit dans les expositions provinciales à la fois un moyen efficace de vulgariser à l'échelle nationale la cause coloniale, et un champ d'essai pour les expositions universelles. Par exemple, l'exposition algérienne de Metz de 1861 semble être en réalité une exposition parisienne transportée en province. Quant à l'exposition de Lyon de 1872, la ville rhodanienne, malgré une absence de façade maritime, entretient, en particulier avec l'Extrême-Orient, des liens suffisamment solides pour justifier la participation des colonies françaises dans ses expositions.

4. Centraliser pour mieux décentraliser

Avec la constitution de l'empire colonial, les marchés français s'ouvrent brutalement à des produits 'exotiques' jusque-là mal connus. Afficher la richesse et la grandeur de cette nouvelle France, pour justifier et développer la colonisation, apparaît dès le second Empire comme un enjeu majeur et un véritable défi pour les pouvoirs publics. Encourager la province à organiser des expositions coloniales devient rapidement une priorité pour l'État qui y perçoit, principalement sous la III^e République, un moyen particulièrement efficace de vulgarisation à grande échelle des 'choses coloniales'. Malgré la motivation des villes de province d'imiter la Capitale en ouvrant leurs expositions à l'internationalisation, les premiers espaces dédiés aux colonies (1850-1884) reflètent l'incapacité de celles-ci de proposer au public des sections coloniales complètes et cohérentes. Bien avant la création au XX^e siècle de l'Office colonial et de l'Agence générale des colonies — dont les destins ont été parfaitement définis par les travaux de Sandrine Lemaire³¹ — l'exposition permanente des colonies semble avoir joué un rôle fondamental dans la diffusion et la vulgarisation de l'idée coloniale.

³¹ LEMAIRE, Sandrine, *Propager: l'Agence générale des colonies (1920-1931)*, in BLANCHARD, Pascal, LEMAIRE, Sandrine, BANCEL, Nicolas, *Culture coloniale en France, de la Révolution française à nos jours*, Paris, CNRS Éditions-Autrement, 2008, pp. 197-206.

Ouverte le 29 octobre 1855, dans le prolongement de l'exposition universelle, l'exposition permanente est en effet installée dans le Palais de l'Industrie, avenue des Champs-Élysées, jusqu'à sa destruction en 1896. Cette institution ministérielle, qui avait pour but de faire connaître les produits des possessions outre-mer, est encore aujourd'hui très mal connue, bien que son influence sur la province semble en réalité déterminante. Après avoir mené un examen approfondi de nombreux catalogues et archives locales³², il a été relevé la présence des collections de l'exposition permanente dans la plupart des manifestations de province dès 1861, soit sous la simple forme de quelques produits et objets exposés, soit de manière plus significative. Il semblerait que cette institution, qui pourrait se confondre avec un musée, ait été trop rapidement considérée comme un simple « prodrome de la propagande officielle »³³, et que son impact n'est peut-être pas aussi « minime »³⁴ que des travaux semblent l'évoquer³⁵. Sa création avait pour dessein, semble-t-il, de faciliter et d'encourager la circulation des produits, des objets, des idées et des hommes entre la métropole et les colonies, tout en assurant aussi une liaison entre la Capitale et la province.

Dès sa création, l'exposition parisienne paraît avoir eu pour vocation de diffuser l'idée coloniale ministérielle à l'échelle nationale, et cela, en prenant le contrôle progressif des 'salons coloniaux' provinciaux. Cette hypothèse s'appuie sur deux principaux points.

Le premier a rapport avec le choix de son conservateur Charles Eugène Aubry-Lecomte (1821-1898)³⁶, présenté par ses collègues du Museum d'Histoire Naturelle,

³² LOZERE, Christelle, «La création de l'exposition permanente des colonies: prendre le contrôle des expositions provinciales?» in *Mise en scène de l'objet dans les « salons coloniaux » de province, vers des modèles d'expositions coloniales*, cit., pp. 134-151.

³³ LEMAIRE, Sandrine, BLANCHARD, Pascal, BANCEL, Nicolas, *Jalons d'une culture coloniale sous le Second Empire (1851-1870)*, in LEMAIRE, Sandrine, BLANCHARD, Pascal, BANCEL, Nicolas, *Culture coloniale en France, de la Révolution française à nos jours*, cit., pp. 99-100.

³⁴ *Ibidem*.

³⁵ *Ibidem*.

³⁶ Né le 11 juin 1821 à Paris, Charles Aubry-Lecomte entre au ministère de la Marine en 1841. Lauréat de la *Société d'acclimatation*, il sert au Sénégal de 1847 à 1851, et part également au Gabon, en Océanie et à Pondichéry. Il revient à Paris avec des échantillons de produits et d'objets africains qu'il expose dans différents musées, notamment dans les collections de l'exposition permanente. Passionné de zoologie et d'ethnologie, il donne en 1854 une collection d'oiseaux et de crânes de chimpanzés au Muséum national d'histoire naturelle de Paris, et plus de 150 pièces d'objets africains à l'exposition universelle de Paris de 1878 et au Musée de Vienne. Couronné par la *Société impériale zoologique* pour son action au Gabon et sa connaissance du pays, il est nommé chevalier de la Légion d'honneur en 1858. Dès 1859, il occupe un haut poste de fonctionnaire : il est nommé responsable des expositions coloniales. C'est donc à ce titre qu'il est chargé de la création de l'exposition permanente des colonies et qu'il est nommé conservateur. Il publie de nombreuses brochures, notamment sur le Gabon, où il est reconnu par les biographes comme un des grands acteurs de la colonisation.

comme un colonial convaincu, collectionneur d'objets africains (ethnographiques et zoologiques)³⁷. À ce titre, il participe à de nombreuses expositions de renommées internationales, comme celle de Paris, 1855; de Nantes, 1861; du Havre, 1868; Lyon, 1872; Vienne, 1873, etc. Orateur savant et admiré, Aubry-Lecomte noue petit à petit des contacts avec la province en proposant également quelques collections de l'exposition permanente. Mais cette participation parisienne reste encore anecdotique sous le second Empire, malgré les efforts de son conservateur. L'exposition permanente des colonies apparaît encore comme un simple fonds d'échantillons et de collections, présenté parmi principalement des exposants privés.

5. Contrôler pour mieux diffuser

Le second point concerne plus particulièrement l'évolution structurelle et statutaire de l'exposition permanente. À partir de 1883, Félix Faure (1841-1899), alors sous-secrétaire d'État au Commerce et aux Colonies, souhaite élargir le cadre de l'institution afin d'en augmenter l'utilité pratique. En 1887, celle-ci est placée sous le haut patronage d'un conseil supérieur qui se compose des représentants des colonies au Sénat, et à la chambre des députés ainsi que de l'élite politique. Elle devient alors non plus un simple récepteur d'échantillons commerciaux et de collections ethnographiques issus de l'empire, mais un véritable outil pédagogique. Les projets sur l'école de Jules Ferry sont en effet marqués par une volonté de rendre plus accessibles au grand public les collections muséales et les expositions³⁸. « Exposer, promouvoir, vulgariser »³⁹, deviennent les trois points essentiels de la politique républicaine. Pour enraciner l'idée coloniale à l'échelle nationale, l'État comprend qu'il faut créer une dynamique rhizomique et ne pas se limiter uniquement à des initiatives parisiennes. Il perçoit alors un moyen d'utiliser la structure comme un diffuseur de l'idée coloniale française en province et à l'étranger par le biais des expositions et des musées commerciaux.

Charles Eugène Aubry Lecomte est reçu officier de la Légion d'honneur en 1867, et prend sa retraite en 1879. En 1893-1894, il effectue une de ses dernières missions en Afrique afin d'étudier les produits végétaux du Gabon. Il professe alors au Muséum. Il décède le 22 avril 1898.

³⁷ MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE, *Archives du Museum d'Histoire Naturelle, publiées par les professeurs-administrateurs de cet établissement*, vol. 10, Paris, Gide, 1861.

³⁸ POULOT, Dominique, *Une histoire des musées de France, XVIII^e-XIX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2005.

³⁹ BLANCHARD, Pascal, LEMAIRE, Sandrine, BANCEL, Nicolas, *Exhibitions, expositions, médiation et colonies (1870-1914)*», in BLANCHARD, Pascal, LEMAIRE, Sandrine, BANCEL, Nicolas, *Culture coloniale en France, de la Révolution française à nos jours*, cit., pp. 110-119.

À la fin du XIX^e siècle, Fernand Blum déclare que si l'exposition permanente des colonies veut réaliser «son programme de vulgarisation»⁴⁰, elle doit être représentée «dans toutes les expositions temporaires (concours régionaux, expositions nationales – officielles ou autres –, expositions internationales...)»⁴¹, du moment que cette participation se révèle être «une occasion utile d'étude pour les ressources économiques de nos possessions d'outre-mer»⁴².

Tel est encore aujourd'hui le rôle de l'exposition permanente, au point de vue colonial. C'est ainsi qu'elle a été appelée à prendre aux expositions universelles, qui viennent de s'ouvrir à Anvers et à Lyon, de même Galathée avait précédemment envoyé des spécimens de ses collections aux grandes expositions universelles de 1867, 1878 et 1889, aux concours agricoles de Paris, aux expositions de Bordeaux, du Havre, de Beauvais, puis à l'étranger, aux expositions de Porto, d'Altona, de Vienne, d'Amsterdam, de Madrid et tout récemment à celle de Chicago⁴³.

Dans une démarche attractive, l'institution parisienne propose à la province non seulement des collections coloniales complètes et pédagogiques, mais elle facilite aussi leurs acheminements et agencements par la mise à disposition de techniciens et de scénographes, spécialistes dans la mise en scène coloniale. En contrepartie, les villes intéressées, en acceptant cette intrusion, participent directement ou indirectement à la diffusion d'un discours unilatéral stéréotypé. L'État met en place un concept nouveau, vecteur d'enracinement d'un prototype d'exposition provinciale à vocation républicaine (c'est-à-dire non élitiste) structuré par une classification thématique et géographique, à la mise en scène didactique à vocation populaire. Attirant particulièrement les manifestations les plus modestes, les organisateurs provinciaux y virent en premier lieu un moyen de déléguer les énergies et de bénéficier en plus de collections «exotiques» officielles, susceptibles d'attirer un public nombreux et varié du simple flâneur au professionnel⁴⁴. Elles revendiqueront par cette présence ultramarine l'internationalité de leurs expositions.

Ainsi, les sections coloniales des expositions de Beauvais (1885) et du Havre (1887) seront entièrement orchestrées par Paris. Albert Grodet et Théophile Bilbaut seront les

⁴⁰ BLUM, Fernand, *Ministère des Colonies, Exposition permanente des colonies, Notices coloniales publiées sous le patronage de M. Delcassé, ministre des Colonies, à l'occasion de l'Exposition universelle, internationale et coloniale de Lyon (1894)*, Melun, Imprimerie administrative, 1894, pp. 7-14.

⁴¹ *Ibidem*.

⁴² *Ibidem*.

⁴³ *Ibidem*.

⁴⁴ Ce même procédé sera repris dès la fin du XIX^e siècle par des entrepreneurs privés peu scrupuleux, bénéficiant du soutien de l'État, proposant dans toute la France des expositions standardisées, «clés en main», avec une section coloniale et un village nègre. À des fins purement commerciales, ils véhiculèrent à grande échelle un racisme populaire et fantasmagorique.

premiers techniciens à être affectés en province en tant que spécialistes de la mise en scène coloniale. Le compte-rendu de l'exposition de Beauvais fait l'éloge du savoir-faire des deux hommes. Grâce à une mise en scène méthodique et géographique, le visiteur est invité au voyage: peaux, plumes, ivoires d'animaux se mélangent aux produits alimentaires. Les premiers servent à illustrer les mœurs et les coutumes dans les colonies, et les seconds, à mettre en relief la richesse des ressources coloniales. L'aspect pittoresque et folklorique est privilégié : poteries, gris-gris et armes indigènes. «Bilbaut a su donner un aspect pittoresque et caractéristique»⁴⁵ au «groupe colonial»⁴⁶, souligne Émile Dupont⁴⁷.

L'exposition permanente devient ainsi un organe de propagande officiel, prémices de l'Office colonial créé en 1899, et le premier fonds des sections coloniales nationales et internationales jusqu'à sa fermeture.

6. Afficher son identité par de spectaculaires démonstrations

Alors que l'État encourage, dès la fin du XIX^e siècle, la banalisation des expositions coloniales en province, une nécessité s'impose pour les villes ayant des rapports d'affaires avec l'outre-mer : elles doivent se démarquer de la concurrence pour afficher leurs identités coloniales tout en bénéficiant en même temps du soutien des hautes autorités.

La volonté de s'ancrer dans les mémoires se révélera nettement dans la mise en scène de l'exposition lyonnaise de 1894, première exposition entièrement consacrée à l'exhibition des colonies. Lyon ambitionne en effet de rivaliser avec la Capitale⁴⁸ en marquant l'opinion publique à coups d'effets spectaculaires, tout en gardant le caractère sérieux nécessaire. Comme le modèle parisien, l'exposition lyonnaise crée l'étonnement du visiteur par l'émerveillement et la surprise. Elle se présente comme un véritable «théâtre»⁴⁹ où tous les procédés scéniques sont exploités. Les pavillons s'élèvent comme des décors fabuleux. Les organisateurs et les techniciens en sont les metteurs en scènes ; les exposants, les acteurs. Les « indigènes » occupent la place des figurants. L'État joue le rôle du producteur «chef d'orchestre». Le parcours de l'exposition est narratif. L'exposition devient une opération marketing, un «coup

⁴⁵ DUPONT, Émile, DUPONT, Alphonse, «Discours d'ouverture d'Alphonse et Émile Dupont», in *Journal de l'Oise*, samedi 30 mai 1885.

⁴⁶ *Ibidem*.

⁴⁷ *Ibidem*.

⁴⁸ Après son coup d'éclat de 1889.

⁴⁹ LEPRUN, Sylviane, *Le Théâtre des colonies: scénographie, acteurs et discours de l'imaginaire dans les expositions, 1855-1937*, Paris, l'Harmattan, 1986.

médiatique» provincial, dont le but est de faire de Lyon – comme Marseille le fera plus tard en 1906 et en 1922 –, des villes pionnières résolument modernes. Une fois que le visiteur franchit la porte du théâtre, le rideau se lève pour laisser place à la représentation. Les décors créent l'illusion et projettent l'imaginaire du spectateur dans des lieux fabuleux. Ces décors dans lesquels le promeneur circule contribuent à créer une ambiance spéciale. Tout est orchestré afin que le spectateur quitte l'exposition les yeux pleins de souvenirs merveilleux, et afin qu'il associe dans sa mémoire la ville organisatrice aux ambitions coloniales régionales et nationales. La scénographie générale utilise les principaux outils de la muséographie contemporaine permettant de faciliter la compréhension du discours délivré: étiquettes, cartes, gravures, mannequins, diorama, etc. Les cartes postales, les photographies, les affiches, les publications, éditées en série, prolongent le souvenir de ces véritables théâtres en action qui aujourd'hui restent les modèles des expositions coloniales les plus connues et les plus étudiées par les chercheurs.

Mais alors que Lyon (1894) ou Marseille (1906-1922) affichent leurs spécificités coloniales par de mémorables expositions, Bordeaux concourt également au titre de ville coloniale de France avec de solides arguments. Elle a en effet une longue expérience dans l'organisation de ce type de manifestations coloniales, puisqu'elle mettra en place de 1850 à 1940 plus d'une quarantaine sur les Quinconces⁵⁰. Le modèle bordelais⁵¹ – le plus emblématique fut celui de 1895 – répond à un type d'exposition modeste dont la thématique n'est pas strictement coloniale, et se rapproche par ce fait du modèle parisien. Il s'identifie par la présence d'un Palais colonial unique de type éclectique, souvent sobre et orientalisant, qui centralise l'ensemble des produits et des objets liés à la colonisation. Il est agrémenté parfois par un ou deux pavillons thématiques. Plus facile à mettre en place, il privilégie le contenu par rapport au contenant. Beaucoup moins ostentatoire avec des effets spectaculaires mesurés, Bordeaux tente alors en 1895 de se démarquer de sa concurrente lyonnaise en affichant le caractère sérieux et purement commercial de sa manifestation. La ville affirme dans ses catalogues d'exposition qu'elle n'a pas besoin de folklore pour légitimer son identité, qui est proclamée naturelle et héréditaire. «Nulle part, de verrues: bastringues, rue du Caire, saltimbanque»⁵²; les pavillons dessinés par l'architecte

⁵⁰ LOZERE, Christelle, *Bordeaux colonial*, cit. pp. 15-247.

⁵¹ Le modèle bordelais type 1895 sera imité un an plus tard par l'exposition de Rouen, puis les villes de Nancy (1909), Lyon (1914), Strasbourg (1924), Montpellier (1927) et la Rochelle (1931) s'en inspireront affichant, là encore, leurs propres particularités. Il sera également réactualisé lors de l'exposition maritime de Bordeaux en 1907 dont les plans seront à nouveau dessinés par Albert Tournaire.

⁵² LA SOCIÉTÉ PHILOMATHIQUE, *L'exposition de Bordeaux 1895*, Paris, s.e., 1895, pp. 5-6.

Albert Tournaire (1862-1958)⁵³, grand prix de Rome (1888), sont en «harmonie parfaite d'élégance, de délicatesse et de couleurs»⁵⁴, ils constituent «un ensemble de grand goût et d'exquise distinction»⁵⁵. Mais consciente que la théâtralité attire plus les visiteurs, Bordeaux choisira, à partir de 1921, pour ses foires coloniales, le modèle parisien plus spectaculaire, et par conséquent plus populaire.

7. Une guerre de l'image et des mots

Les enjeux économiques et politiques pousseront ainsi certaines villes de province à de plus grandes ambitions multipliant les initiatives locales à vocation nationale — organisation d'expositions commerciales et artistiques, création d'instituts coloniaux, enseignements dans les Facultés, association de propagande. Dès le début du XX^e siècle, les politiques culturelles de Bordeaux, Lyon ou Marseille rivalisent d'idées et enclenchent une véritable course au titre de 'capitale coloniale de France'. La publicité autour des exhibitions coloniales témoigne de cette incroyable course au pouvoir par l'image et le mot (catalogue richement illustré, livre d'or, affiche colorée, photographie, carte postale, guide illustré, souvenirs de l'exposition, etc.). Marseille, par exemple, qui brillera par sa spectaculaire exposition de 1906, éblouit Bordeaux, qui verra dans l'organisation de son exposition maritime et coloniale, en 1907, une revanche face à son écrasante concurrente. De même, l'annonce dans la presse d'une foire coloniale à Bordeaux à partir de 1916 déclenchera les hostilités de la ville de Lyon, qui se proclamera 'Foire unique de France', évoquant des raisons de primauté d'idée⁵⁶. En retour, Bordeaux déclarera sur les portes de l'entrée de sa manifestation internationale être 'la Foire coloniale de la France' à partir de 1923⁵⁷.

Véritable outil de la politique impérialiste, la mise en scène des expositions provinciales place donc dès la fin du XIX^e siècle la France entière sous le signe du progrès, dans une dynamique qui la pousse vers le culte de la civilisation, la grandeur nationale, la science. La finalité de ces expositions est à la fois pédagogique et commerciale, tout en assurant une évidente fonction de distraction : des congrès accompagnent leur organisation, tandis que des fêtes, feux d'artifice, fontaines lumineuses ou spectacles dégradants viennent égayer les présentations, tantôt

⁵³ Architecte en chef de la ville de Paris et de l'exposition coloniale de 1931. ANF LH 19800035/0121/15232.

⁵⁴ LA SOCIÉTÉ PHILOMATHIQUE, *op.cit.*, pp. 5-6.

⁵⁵ *Ibidem*.

⁵⁶ FOUGERE, Etienne, «Les raisons de la foire, son développement, son plan d'avenir», in *Bulletin officiel de la foire de Lyon*, 2, février 1918.

⁵⁷ LOZÈRE, Christelle, *Bordeaux colonial*, cit., pp. 193-201.

savantes, tantôt promotionnelles, d'objets artistiques ou de produits importés. Le message fondamental tend toujours à imposer l'idée d'une France généreuse, bienfaitrice puisque civilisatrice. Vendant du rêve et de l'abondance, les expositions et les foires contribuent à façonner l'imaginaire du spectateur occidental, gavé d'images si exotiques et si éducatives, mais finalement si préfabriquées...

En encourageant la diffusion de l'idée coloniale française, par le biais de la culture, Paris n'imaginait sans doute pas à la fin du XIX^e siècle un tel engouement en province pour les expositions internationales, et un tel succès des modèles scénographiques proposés. Après 1900, les expositions de province constitueront une sérieuse concurrence aux expositions de la Capitale qui attendra 1931 pour rayonner à nouveau...

*** L'auteur**

Christelle Lozère est maître de conférences en histoire de l'art à l'Université Antilles Guyane (pôle Martinique, laboratoire EA 929 AIHP-GEODE). Sa thèse, soutenue à l'Université Michel de Montaigne Bordeaux III, en décembre 2009, sur les 'expositions coloniales' de province au XIXe siècle a reçu le Prix Musée d'Orsay 2011. Elle se consacre aujourd'hui à l'étude du patrimoine artistique des Antilles et notamment à l'histoire des artistes et des représentations en contexte colonial.

URL: < <http://www.studistorici.com/progett/autori/#Lozère> >

Per citare questo articolo:

LOZÈRE, Christelle, «Expositions provinciales et identités coloniales au XIXe siècle», *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea* : *Le esposizioni: propaganda e costruzione identitaria*, 29/6/2014,
URL: < http://www.studistorici.com/2014/6/29/lozere_numero_18/ >

Diacronie Studi di Storia Contemporanea www.diacronie.it

Risorsa digitale indipendente a carattere storiografico. Uscita trimestrale.

redazione.diacronie@hotmail.it

Comitato di redazione: Jacopo Bassi – Luca Bufarale – Elisa Grandi – Deborah Paci – Fausto Pietrancosta – Matteo Tomasoni – Luca Zuccolo

Diritti: gli articoli di *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea* sono pubblicati sotto licenza Creative Commons 2.5. Possono essere riprodotti a patto di non modificarne i contenuti e di non usarli per fini commerciali. La citazione di estratti è comunque sempre autorizzata, nei limiti previsti dalla legge.